L’attelage confédéral

Dans un article intitulé «La Leçon de Clermont-Ferrand» et publié par le journal *La Vérité* (15 mars), j'écrivais: «Par notre attitude conciliatrice quoiqu'il nous en coûtât de renoncer, ne fut-ce que dans l'ordre du jour, à formuler tous les points qui légitiment notre opposition – nous avons voulu placer la majorité en face d'une situation claire, précise, devant une besogne nettement définie.»

Plus loin, j'ajoutais: «De deux choses l'une: ou bien la majorité n'a fait qu'une adhésion superficielle au programme d'action qu'elle a tracée d'accord avec nous, alors elle tergiversera, elle reculera devant l'action et les responsabilités qui en découlent, et ainsi elle apparaîtra aux yeux des masses ouvrières plus compromise, plus corrompue, elle aggravera sa situation en face du prolétariat; ou bien, par une adhésion franche et catégorique, elle renoncera en fait à son passé d'action rétrograde de collaboration gouvernementale, de collaboration à la guerre, de collaboration de classes, alors nous aurons la joie de lutter en parfait accord, pour la Paix, pour l'Internationale.»

Voilà pourquoi à Clermont-Ferrand, voilà pourquoi à la Conférence de Londres (février 1918), nous nous efforçâmes de travailler à l'élaboration d'une motion unique.

Pour ma part j'avais la conviction que les majoritaires de Clermont-Ferrand ne pourraient ni ne voudraient se dégager du pacte morale qui les enchaîne, depuis les obsèques de Jaurès, au char de l'État.

L'adoption par eux d'une motion unique d'action confédérale était absolument nécessaire, mais elle n'était indispensable que dans la mesure où elle leur permettait de louvoyer, de tergiverser, de gagner du temps et de tromper la classe ouvrière sur leurs véritables intentions. Chez eux aucun désir

d'action: bien au contraire, une volonté absolue d'inaction.

Jouhaux est certainement, à l'heure présente, le plus minoritaire des majoritaires, si toutefois il est permis d'accoler ce qualificatif à un membre de la majorité – mais il se débat au milieu d'ultra-chauvins dont Bled, Jaccoud, Luquet, Dumas [[Dumas, secrétaire de la Fédération de l'Habillement, a déclaré au Comité Confédéral: «J'étais pour la guerre en 1914; je suis plus que jamais pour la guerre aujourd'hui.»]] constituent les plus beaux échantillons. Il est freiné par sa majorité.

Trois mois se sont écoulés depuis Clermont-Ferrand. Au Comité confédéral du 3 avril, nous discutions de la délégation en Amérique. Jouhaux et Cachin, qui s'étaient rendus à Londres pour joindre la fraction anglaise de la délégation, ne purent s'embarquer pour les États-Unis. O! ironie du sort! Tel Péricat au sein du Comité confédéral, ils furent déclarés INDÉSIRABLES par les marins anglais qui refusèrent de les embarquer. Wilson, secrétaire des Marins, légitimait le REFUS DE PASSEPORTS de sa fédération par une dépêche où il désignait les membres de la délégation comme chargés de remplir une mission nuisible aux intérêts des Alliés.

Voilà sinon la raison unique, du moins le principal motif du retour des délégués français.

Conformément aux décisions prises par la réunion des Conseils syndicaux minoritaires de la Seine (Paris. 24 février 1918), par le Congrès interdépartemental de la région du centre (Bourges, 17 mars 1918), par le Congrès de l'Union des Syndicats de la Loire (Saint-Étienne, 24 mars 1918), par le Congrès interdépartemental de la région du Sud-Est, (Saint-Étienne, 25 mars 1918), puis par de nombreux syndicats, qui prirent eux-mêmes décision, le demandai au Comité confédéral la convocation d'un Congrès national avant la date du 1er Mai.

Bled et Luquet qualifièrent les demandes présentées par les

Syndicats du Centre et du Sud-Ouest de «chantage». Je répète leurs paroles ici, pour les obliger à prendre leurs responsabilités vis-à-vis des organisations syndicales qu'ils se permettent d'attaquer de manière aussi indigne; toutefois, je dois cependant reconnaître que ces sortes d'attaques sont conformes à leurs habitudes, à leurs mœurs syndicales.

Le Comité confédéral, sentant qu'il ne pouvait se refuser plus longtemps à tenir compte de la volonté des organisations syndicales, déclara qu'il n'y avait plus lieu d'attendre le résultat définitif du référendum et se prononça pour le Congrès, mais ce dernier est subordonné à l'exécution de la délégation en Amérique, celle-ci est à son tour subordonnée à la sta-bi-li-sa-tion du front.

Ce jeu de bascule des fronts, tantôt favorable, tantôt défavorable aux Alliés, aujourd'hui favorable, demain défavorable aux Centraux, permet aux partis socialistes et aux centrales syndicales des pays alliés de faire machine en arrière, comme elle permettra demain aux groupements de mêmes tendances des Empires centraux d'avoir une attitude identique à celle que prennent nos majoritaires.

Ce sont ces hommes, ce sont ces groupements qui ont été mis dans l'obligation de reconnaître et de proclamer que la paix ne peut sortir – utilement et rapidement – du contact des forces brutales en présence, qu'elle ne saurait être obtenue uniquement par l'action militaire; ce sont ces mêmes hommes, ces mêmes groupements qui, depuis quatre ans, s'accrochent désespérément à cette action militaire pour légitimer leur inaction, pour masquer leur mauvaise volonté. Chaque fluctuation des fronts est un nouveau prétexte à ne rien faire de socialement utile.

C'était, avant-hier, la défaite serbe et roumaine hier, la Révolution russe et la défaite italienne; aujourd'hui, c'est le recul du front franco-anglais qui arrête – que dis-je? – qui empêche leur offensive de paix et les tentatives de

reconstitution de l'Internationale.

Soyons persuadés que demain, les événements (n'importe lesquels qui se produiront), légitimeront une fois de plus pour eux, sinon l'emploi des forces régressives, du moins celui de leur force d'inertie.

Il nous faut donc reconnaître que les directives tracées à Clermont-Ferrand, celles dictées par la Conférence de Londres – ayant trait les unes et les autres à l'action nationale et internationale – sont, de par la volonté des majoritaires, encore très éloignées de leur mise en application.

La C.G.T., le Parti en France, les groupements correspondants des autres pays pouvaient, s'ils l'avaient réellement voulu, faire que le 1er mai 1918 soit une manifestation formidable en faveur de la paix.

Hélas! Le char confédéral ne risque pas de sortir de l'ornière, il s'y enfonce davantage. Les syndicats français en sont responsables, ils y ont attelé les écrevisses majoritaires.

Attendons pour le sauvetage; voici venir à la rescousse l'écrevisse monstre d'Amérique: Samuel Gompers.

Raymond Péricat